

HEBDOMADAIRE

Prix : 30 F.

Première Année N° 1
Lundi 28 Janvier 1957

Directeur :
Mohammed EL-AOUI



Démocratie

Organe du Parti Démocrate de l'Indépendance — 65, Bd Danton, Casablanca



Sa sagesse a sauvé le Maroc de l'anarchie.

Notre envoyé spécial chez ADDI OU BIHI

EN PAGE 4

Grève illimitée dans les Instituts Islamiques

EN PAGES 6 ET 7



Addou ou Bihi a capitulé devant l'autorité de Sa Majesté.

Les événements... et les hommes

LES MYSTERES DE LONDRES

C'est avec un certain retard que l'on apprend que le 7 janvier dernier, Lord Salisbury avait rendu visite à la Reine...

Le 7 janvier ? Donc 24 heures exactement avant que les médecins « conseillent » à Monsieur Eden de se retirer ? Cette visite aurait-elle donc un rapport avec ces conseils ? C'est ce que semblent se demander nombre de conservateurs qui accusent maintenant publiquement Winston Churchill et le marquis Salisbury d'avoir monté une sorte de coup d'Etat dans les couloirs.

Inutile de préciser que ceux qui ont compris l'affaire ne sont pas spécialement contents, malgré tout le flegme britannique, puisque l'un d'eux, T.L. Iremonger, a même écrit au « Daily Telegraph » une lettre assez virulente dans laquelle il accuse Churchill et Salisbury d'imposer une « intolérable oligarchie ».

LES LORDS ET MAC MILLAN

Une scission se produira-t-elle au sein du parti conservateur ? La chose est possible, mais pas certaine, mais le moins que l'on puisse affirmer, c'est qu'il y aura des explications un peu vives lors du prochain congrès du parti.

Afin de mettre de l'huile dans les rouages, probablement, Mac Millan, sur les ordres de Salisbury, à moins que cela ne soit sur l'instigation de Winston Churchill, voudrait faire voter une réforme de la Chambre des Lords qui rendrait pratiquement impossible l'accès des travaillistes à la direction des affaires du pays.

TOUJOURS PLUS D'AUTOMOBILES

Au moment où débute à Casablanca la Semaine de « prévention routière », les chiffres reçus de tous côtés montrent que, accidents mortels ou pas accidents mortels, il y a de plus en plus d'automobiles dans le monde, et que le jour n'est peut-être pas loin où le piéton n'existera que dans les musées.

Chez Renault, on a sorti 274.057 véhicules, soit 20 % de plus que l'année précédente, la 4 CV. venant en tête avec 112.050 exemplaires, suivie par la Dauphine avec 78.007 voitures terminées, mais laissant très loin derrière la Frégate dont il ne fut achevé que 28.948 voitures.

En Allemagne (Occidentale), la production est, par contre, en légère baisse, une baisse de 7 % exactement. Il n'y a donc eu que 94.291 véhicules de construits dans le cours de l'année 1956.

Il semblerait que cette baisse de la production proviendrait d'une névrose à l'exportation, celle-ci n'ayant atteint que 44.158 unités, soit 47 % de la production totale allemande.

Lisez
« L'AL-AMM »
LE QUOTIDIEN
DE LANGUE ARABE
LE MIEUX INFORME

Deux interviews sur le Moyen-Orient

KHROUTCHEV

Moscou, décembre 1956

Monsieur Nikita Khrouchev, parlant à un groupe de journalistes égyptiens, a déclaré :

« Sans fausse modestie, je pense que l'intervention soviétique en faveur de l'Egypte a été le facteur déterminant qui a obligé les impérialistes franco-britanniques à mettre fin à l'agression contre votre pays.

« Nous avions proposé aux Etats-Unis d'intervenir militairement à nos côtés pour mettre fin à l'agression, mais comme Washington ne désirait pas collaborer avec nous, les U.S.A. se sont trouvés obligés d'intervenir énergiquement au sein de l'O.N.U. contre l'action franco-anglaise.

« D'autre part, en attaquant l'Egypte, la France et la Grande-Bretagne savaient parfaitement bien que l'O.N.U. prendrait l'affaire en mains. Mais ces deux puissances ont spéculé sur nos difficultés en Hongrie et elles espéraient mener à terme rapidement leur campagne avant que l'O.N.U. puisse intervenir efficacement.

« Elles avaient ainsi sous-estimé la détermination de l'U.R.S.S. de défendre l'indépendance des peuples. »

Clôture de l'interview, M. Khrouchev a tenu à adresser le message suivant aux peuples arabes :

« Je voudrais insister ici sur l'amitié que nous portons à tous les peuples arabes. Cette amitié se fonde sur notre conviction que tous les peuples doivent lutter pour améliorer leur sort et pour consolider la paix et la coexistence pacifique.

« Les impérialistes vont sûrement s'accuser d'inciter les peuples arabes à la haine contre l'Occident. Ceci est absolument faux. Nous souhaitons aussi l'amitié et la collaboration des peuples arabes et des peuples occidentaux. Il est du devoir des peuples arabes de normaliser leurs relations avec l'Occident, de développer leurs relations économiques et culturelles avec tous les peuples sans distinction, sur la base de l'égalité et de la fraternité. »

Charles MALIK

Paris, janvier 1957

Le ministre libanais des Affaires étrangères a été interviewé par C.I.P.O. à Paris au cours du voyage qu'il fait à travers le monde.

Sur le problème de Suez, il a déclaré :

« La condition « sine qua non » de toute entente égypto-occidentale est le retrait des forces israéliennes de toute la péninsule du Sinaï.

« Le colonel Nasser est désireux de mettre un terme à son conflit avec les puissances occidentales. Il désire simplement que soit reconnue la souveraineté égyptienne sur le canal de Suez. »

Au sujet de la doctrine Eisenhower, il a précisé :

« J'ai cru comprendre que le gouvernement égyptien ne prendra aucune décision avant l'arrivée au Caire de la mission américaine chargée d'expliquer le projet du président des Etats-Unis. »

Sur une question relative à l'aide économique des U.S.A. au Liban, il a déclaré :

« Je dois d'abord vous confier que des négociations préliminaires se sont déjà déroulées à ce sujet entre nos deux gouvernements. Des experts financiers américains sont actuellement à Beyrouth où ils examinent de près nos projets économiques qui nécessitent un apport de capitaux étrangers. Je ne peux encore fixer le chiffre exact de l'aide que nous demandons. Cela dépendra beaucoup des pourparlers que j'engagerai aux Etats-Unis. »

Sur le bruit qui courut d'une pression exercée par le Liban sur la Syrie, il a affirmé :

« Nous avons simplement dit à nos amis syriens que nos propres ressources ne nous permettaient pas de les ravitailler en pétrole. Le pétrole qui nous parvient d'Arabie Saoudite par le pipe-line se terminant à Saida couvre à peine, en effet, nos besoins intérieurs.

« Nous avons également souligné à Damas que la paralysie des pipe-lines syriens provoquait chez nous, à Tripoli, une grave crise. Comme vous le savez, la raffinerie de Tripoli fonctionnait presque exclusivement sur « l'or noir » de provenance syrienne. L'arrêt de la raffinerie nous coûte, selon certaines estimations, près de 100 millions de dollars annuellement. »

A la question : « Est-il vrai que votre gouvernement ait refusé de livrer les 18 personnalités inculpées dans le grand procès de trahison actuellement en cours à Damas ? », la réponse fut :

« Nous n'avons pas refusé, mais nous avons renvoyé la requête syrienne aux autorités judiciaires compétentes... La procédure, vous savez, est si longue... »

MARASME ET INQUIETUDE DANS LE COMMERCE AU MAROC

Le commerce ne marche pas, entend-on dire de tous les côtés...

Il ne marche pas ? Mais quelle est donc la raison ? Les marchandises ne manquent pas, puisque, autant qu'on puisse savoir, les stocks sont importants.

Certes, la marchandise ne manque pas, mais ce qui manque, c'est l'argent... ou le crédit.

Nombreux sont ceux, en effet, qui ne demanderaient qu'à acheter. Malheureusement, ils ne peuvent le faire que s'il leur est accordé du crédit. Les commerçants ne demandent qu'à vendre, même à crédit, sous la seule réserve que les banques escomptent une partie des titres signés par leurs clients ; or, les banques ne peuvent pas escompter les effets qui leur sont présentés.

Résultat : de nombreuses firmes licencient une partie de leur personnel, lorsqu'elles ne ferment pas leurs portes, et le chômage va s'accroissant, diminuant le nombre des acheteurs possibles.

C'est le cercle infernal... Moins il y a de commerce, moins il y a de travail, et moins il y a de travail, moins il y a de commerce...

A quand donc cette fameuse « relance économique » dont on nous rebat les oreilles dans tous les discours ministériels ?

MOTION VOTÉE A L'UNANIMITÉ PAR L'ASSEMBLEE GENERALE DE LA FEDERATION DES INDUSTRIES TEXTILES LE 17 JANVIER 1957

La Fédération des Industries Textiles, réunie en assemblée générale le 17 janvier 1957, a procédé à un très large examen de la situation actuelle du marché des textiles. Elle considère cette situation comme extrêmement préoccupante en raison d'une réduction sensible de la demande et d'une nouvelle reprise des importations sans devises, rendant le contingentement des textiles inefficace.

Responsable d'un large secteur de l'économie, dont le maintien en activité détermine le sort de 7.000 ouvriers faisant vivre 35.000 personnes, chiffres qui pourraient être doublés si son activité était mieux protégée, elle confirme que :

- la seule mesure susceptible de permettre le maintien de son activité, demeure la mise au point d'un tarif douanier protecteur, assorti de mesures anti-dumping.
- Dans l'attente de la publication de ce tarif, elle demande au gouvernement non seulement le maintien du principe du contingentement, mais la réduction de moitié des tonnages accordés au cours de la dernière campagne textile.
- Elle est prête, lorsque le tarif douanier attendu entrera en application, à éviter une hausse de ses prix, toutes conditions de production demeurant égales.
- Elle insiste sur la nécessité d'arrêter immédiatement et totalement les importations frauduleuses de toutes sortes qui perturbent gravement le fonctionnement du contingentement.

A VENDRE garage station-service. Bas prix.
Moitié crédit sur 3 ans.
Téléphoner Casa 208-18.

Les événements... et les hommes

RECTIFICATION

Dans le dernier numéro de « Démocratie », un article rendait compte du livre « La vie et la lutte de Thourya Chaoui, première aviatrice marocaine ».

Dans ce compte rendu, il a été dit par erreur que Thourya Chaoui avait été la fondatrice du « Berceau du Pauvre » et de l'« Avenir de la Jeune Fille ».

Nous espérons que nos lecteurs auront rectifié d'eux-mêmes, car le « Berceau du Pauvre » comme l'« Avenir de la Jeune Fille » ont été fondés, l'un et l'autre, par Mesdames Hajja Mina Amor et Fetouma Haddaoui, dont le dévouement et l'efficacité sont connus de tous ceux qui sont au courant des œuvres sociales et de la charité privée.

N.D.L.R.

NATIONALISATIONS EN EGYPTE

Il semble de plus en plus, comme l'avait prévu l'un de nos rédacteurs dans le premier numéro de « Démocratie », que « l'affaire de Suez » doit coûter très cher aux Franco-Britanniques et rapporter gros à l'Egypte.

Il paraît en effet certain que neuf banques sont sur le point d'être nationalisées dont quatre britanniques et cinq françaises qui sont le Crédit Foncier, le Crédit Lyonnais, le Comptoir National d'Escompte de Paris, le Crédit d'Orient et les « Mont-de-Piété » égyptiens.

Certes, la France, pas plus que l'Angleterre, n'admettront ces nationalisations, mais le résultat est probant, et financièrement rentable pour l'Egypte...

L'intervention à Suez ? Une affaire qui rapporte, mais pas à ceux qui pensaient y trouver un bénéfice !

PACIFICATION OU RECRUESCENCE D'ATTENTATS ?

S'il faut en croire les augures gouvernementaux français et les journaux bien intentionnés, la « pacification » de l'Algérie fait des progrès constants.

L'attentat commis l'autre soir, à 19 heures, à la résidence même du général Salan, semble prouver que l'on est bien loin du fameux « dernier quart d'heure » qui se prolonge depuis des mois et des mois.

Réfléchissons un peu : si les hommes qui ont commis cet attentat ont pu le commettre, alors qu'on peut supposer que la résidence du général devait être soigneusement et puissamment gardée, c'est ou bien que les gardes les plus nombreuses ne peuvent rien contre des gens décidés, ou bien que les résistants sont aidés par tout un peuple.

Si, comme le bruit en court, les hommes du F.L.N. disposent maintenant d'armes lourdes et de canons anti-aériens, le dernier quart d'heure n'est pas bien près.

« Démocratie »

Organe Hebdomadaire du Parti Démocrate de l'Indépendance

Directeur : M. CHERKAOUI

65, Bd Danton - Casablanca
Téléphone : 537-85 et la suite
Adr. Tél.: Démocratie Casablanca

ABONNEMENTS :

1 an	1.500 fr.
6 mois	750 fr.
3 mois	400 fr.

C.C.P. Rabat 883-83

Imprimerie AMAL, 65 Bd Danton
S.A. au capital de 50.000.000 frs.

EDITORIAL

Il y a une semaine, nous manifestions, dans « Démocratie », notre étonnement devant la méthode de travail imposée par le gouvernement à l'Assemblée Nationale Consultative pour l'étude du budget de l'année 1957. Précipitation, manque de documents, préparation insuffisante, nos députés allaient, malgré tous ces obstacles, travailler sans désamparer durant toute la semaine écoulée pour être à même de formuler des avis réfléchis sur le budget ordinaire dit de fonctionnement.

Il nous plaît de donner à nos lecteurs en guise de commentaire sur notre budget 1957, quelques-uns des jugements émis à son sujet par les honorables membres de l'Assemblée Nationale Consultative.

Monsieur le Président Mohamed Laraki dit entre autre : « Le budget que nous étudions est le budget de la partie du Maroc correspondant à l'ancien protectorat français. La zone Nord et la ville de Tanger ne sont pas régies par ce budget. L'unité du Maroc est un mythe ».

Il déclara aussi, à propos des fonctionnaires : « Le gouvernement recrute les fonctionnaires sans se référer à des critères préalablement définis par la loi. » En conséquence, le Président Laraki réclame la promulgation d'un statut de la fonction publique.

A Monsieur le ministre de l'Economie nationale qui a déclaré que la fuite des capitaux est stoppée, M. Mohamed Laraki répond : « La fuite des capitaux continue ».

Quant à M. Ahmed El Madkouri, il s'est élevé contre l'impôt du tertib, disant qu'il faut faire payer l'impôt par ceux qui en ont la capacité et non par les classes déshéritées.

Monsieur le député Ahmad Ouhadi, d'Agadir, a déclaré : « Le gouvernement actuel suit la politique de l'ancien régime du protectorat : c'est une politique de facilité ».

Monsieur Mehdi El Ouzazi, représentant de l'U.M.T., a dit : « La politique du présent gouvernement est un vestige de l'ancien régime. L'Union Marocaine du Travail a demandé la confiscation des biens de la féodalité, mais en vain ; bien pire, le gouvernement encourage la formation de nouvelles féodalités ».

Monsieur Abderrazzak, lui aussi représentant de l'U.M.T., réclame qu'« on utilise les deniers publics à l'équipement du pays et non aux voyages et aux dépenses somptuaires des ambassades. »

Nous avons volontairement omis de citer les critiques présentées par les membres du P.D.I. sur le budget 1957, au sein de l'Assemblée Nationale Consultative, nous arrêtons à celles formulées par les membres de l'Istiqlal et des organisations syndicales. Les députés de toutes les tendances politiques ont condamné le budget 1957. Malheureusement, ces députés sont là pour donner un avis et non pour décider. Leurs avis auront servi tout au moins à faire comprendre que l'opinion publique est contre la politique économique et financière du gouvernement.

Il est temps que les hôtes de la colline sacrée sachent qu'il y a divorce entre eux et le peuple.

« DEMOCRATIE »

Au retour d'Espagne de la délégation marocaine conduite par le ministre des Affaires étrangères, celui-ci nous a appris que la question monétaire avait été tranchée et le retrait de la peseta décidé. Quelques jours après, une déclaration non moins officielle de notre ambassadeur en Espagne nous apprenait qu'il n'en était rien. Nous ne nous appesantirons pas sur le caractère singulier d'un pareil démenti infligé à un ministre par un de ses subordonnés. Mais nous constatons avec regret que nos prévisions pessimistes sur l'inefficacité de nos méthodes diplomatiques, étaient justifiées. Il est impossible d'obtenir des résultats appréciables sans un contact continu, sans une préparation diplomatique poussée, impossible en l'absence de tout ambassadeur ou représentant valable du Maroc à Madrid, et quel que soit le génie d'un négociateur, ce n'est pas dans les quelques heures de travail réel que laissent subsister les réceptions protocolaires au cours d'un voyage de trois jours, que l'on peut régler des questions capitales pour la vie du pays telle que le retrait de la peseta de la zone Nord du Maroc.

Je crains que l'on n'ait laissé passer l'occasion d'exploiter la lassitude du général Franco décidé, il y a six mois, à liquider le contentieux hispano-marocain, à débarrasser son pays de la charge trop lourde pour l'économie espagnole d'un protectorat dont elle ne pouvait exploiter les richesses naturelles. On a laissé le temps aux mauvais conseillers du général, de se ressaisir et d'inciter le gouvernement, s'il ne peut revenir entièrement en arrière, à pro-

QUI CROIRE ?

titier à tout le moins des difficultés inévitables que rencontre notre jeune nation pour nous faire payer cher notre désir de parfaire notre unité dans tous les domaines.

Pour n'avoir pas battu le fer lorsqu'il était chaud, nous sommes condamnés à subir longtemps encore la division de notre pays. Nous assistons à ce paradoxe, à 9 mois de la proclamation officielle de l'unité du territoire, de voir une Assemblée Consultative se réunir à Rabat pour examiner un budget qui n'est pas celui du Maroc, mais celui de la zone Sud. Et les délégués de la zone Nord vont voter des crédits, examiner des ressources qui ne les concernent en rien, puisque les territoires qu'ils représentent ont d'autres crédits, d'autres ressources, dans une autre monnaie, pour des fonctionnaires différents, des travaux différents, au profit d'une population dont il nous est impossible d'améliorer le sort très inférieure à celui de notre zone. Le gouvernement paraît-il se préoccuper de ces problèmes ? Ils sont assez graves pour que nous demandions à être éclairés. La diplomatie secrète n'est pas de mise lorsqu'un septième de la population du pays est isolé et se trouve dans l'ignorance de son avenir.

Il en est de même pour Tanger au sujet de laquelle les bruits les plus fantaisistes ont couru. Nous nous attendons à voir ses habitants dotés de soi-disant privilèges qui, jusqu'à présent, n'ont contribué à enrichir que quelques banquiers, au détriment de la population locale, demeurée l'une des plus pauvres du Maroc, et de l'économie nationale paralysée par les honteux trafics auxquels a donné lieu ce statut spécial. Tout cela sous le prétexte d'attirer des capitaux qui ne se sont jamais investis dans notre économie et qui, au surplus, se sont envolés depuis longtemps.

Pourrons-nous enfin, un jour, voir liquidées toutes ces séquences des régimes du protectorat ? Notre diplomatie actuelle doit réaliser sur-le-champ notre unité territoriale et une authentique indépendance, ou elle doit se retirer pour laisser la place à des hommes plus efficaces, capables de réaliser les aspirations du peuple marocain. Trop de déplacements spectaculaires, pas assez de résultats.

Notre diplomatie marocaine donne l'impression d'aborder des problèmes qu'elle ne connaît pas. Elle semble débordée. Elle cache son incompetence derrière des voyages dans les capitales étrangères et des nominations d'ambassadeurs. Le peuple se fatigue de ces voyages ruineux et qui ne rapportent aucun avantage pour le Maroc.

Décidément, les voyages de nos diplomates ne nous profitent pas.

ZADIG.

Journal de la REDDITION D'ADDI OU BIHI

Sefrou, lundi 21 janvier, 21 h.

« Ça va très mal à Midelt ! »

M. Boutaleb, en me parlant ainsi lundi matin, ne pensait pas que quelques instants plus tard, j'allais faire une proposition qui, pendant quelques jours, me permettrait de m'évader de Casablanca, de fouler la neige marocaine et surtout, de mieux comprendre cet Addi ou Bihi, décrié par les uns, craint par les autres, et qui met aujourd'hui en danger l'indépendance et l'unité territoriale du Maroc.

« J'y vais ! », dis-je.

Ce fut décidé sans grande discussion, presque à la sauvette.

Renseignements, conseils, provisions, et départ.

A Rabat, premières informations, premières difficultés. M. Guédira, ministre de l'Information, étant en Conseil des Ministres, et visiblement gêné, me fait dire, par son directeur de cabinet, que la zone de Midelt est le théâtre d'une certaine agitation qui pourrait devenir dangereuse. Mieux vaudrait ne pas trop s'aventurer dans ce guépier !

« C'est bien parce que le Tafilalet est agité que je veux partir », aurais-je dû répondre ! Mais je n'avais pas de temps à perdre.

A Rabat, je commençais d'ailleurs à recueillir quelques détails révélateurs.

1) Addi ou Bihi avait réservé, dit-on, à MM. Lyoussi et Belachi Alaoui un accueil plutôt froid, lors de la visite que les deux conseillers du Trône rendirent au gouverneur du Tafilalet à Midelt, pour le persuader de ne plus s'opposer à l'installation de fonctionnaires nommés par les ministres de la Justice et de l'Intérieur. Tous ces fonctionnaires appartiennent au parti de l'Istiqlal. Addi ou Bihi n'a pas apprécié le choix des responsables de la capitale de certains juges délégués et commissaires de police désignés pour le Tafilalet. Il se plaignait surtout de ce que les fonctionnaires appartenaient tous à un certain parti. Addi ou Bihi n'avait d'ailleurs jamais fait mystère de son opposition à l'Istiqlal. Addi ou Bihi est-il anti-Istiqlal ? Pourquoi ? J'espère ne pas oublier de lui poser la question, si je le vois.

2) C'est M. Lyoussi qui avait, paraît-il, conseillé à S.A.R. le Prince Moulay Hassan de destituer Addi ou Bihi et de le remplacer par le Cdt Ben Larbi. Insolite, n'est-ce pas ? Lyoussi, c'est hôte, est un ami intime d'Addi ou Bihi. Alors ? Encore un point à éclaircir, si possible.

3) L'armée royale a reçu l'ordre d'occuper le Tafilalet pour protéger l'installation officielle du nouveau gouverneur. Bihi aurait décidé, disait-on, de s'opposer au passage des bérêts verts. Cela n'est-il pas en contradiction avec le loyalisme et l'indéfectible attachement d'Addi ou Bihi à S.M. et à la famille royale ? Le gouverneur trait-il jusqu'à la dissidence pour conserver sa province ? Jusqu'où le mènera la dissidence, s'il la choisit réellement ?

Troisième problème à démêler.

J'écris ces lignes à Sefrou. Je viens de téléphoner à « Er-Raï El-Amm » le compte rendu de la première étape de mon voyage qui s'annonce fertile en incidents pénibles ou cocasses. N'ai-je pas été arrêté à l'entrée de Sefrou par une patrouille de police urbaine qui, après avoir fouillé avec une minutie de maniaque m'ont, une heure plus tard, offert l'hospitalité (pas en prison !). Sefrou est une ville déserte à cette heure. Pas trop froide où les hôtels, rares il est vrai, sont fermés et restent sourds aux appels, sonnettes et autres coups frappés à la porte.

Je viens de participer, dans Sefrou endormie, involontairement bien sûr, à la poursuite de deux voleurs qui, profitant de la nuit propice et de l'absence de tout témoin gênant, avaient essayé de s'emparer d'un camion. C'est à moi qu'ils doivent leur échec, et si actuellement ils sont en prison, c'est parce que les policiers avaient eu le courage de mettre le nez dehors pour m'accompagner chez l'un d'eux.

Midelt, mardi 23, 23 h.

« Ah ! te voilà, toi. M. Boutaleb commençait à s'impatienter ! » C'est ainsi que me reçoit Bellaigue, mon ami Bellaigue, de « France-Presse », les moustaches fidèles au poste ; il me serre la main et m'annonce qu'il est chargé de suivre l'armée royale au-delà de Midelt.

« Allons d'abord au restaurant, rappelai-je, j'ai faim ! ».



Hsein, fils d'Addi ou Bihi, caïd de Kerrando, agent de liaison entre son père et le général Kettam. (Photo Boissonnade)

A 8 km. de Midelt, le spectacle qui m'attendait me fit un instant supposer que la bataille allait commencer. Les soldats de l'armée royale étaient ventre à terre, dissimulés dans la nature désolée de cette région plutôt revêche et cependant non dénuée de charme.

A 200 mètres du premier soldat en position de tir, se trouvaient une centaine de bonshommes habillés de djellabas en laine. Pour la première fois de ma vie, je devais remarquer le contraste entre les traits virils, presque sau-



Mammed Skalli, envoyé spécial de « Ar-Raï-El-Amm » et « De la soirée », reçoit à Kerrando, dans le palais d'Addi ou Bihi, des déclarations exclusives d'une arivité telle que nous préférons ne pas les publier pour le moment. (Photo Boissonnade)

vages, la rigueur des montagnards et la douceur, la sensibilité de leur tout de nuances et de tendresse.

Allais-je, pour la première fois, assister à un combat fratricide qui ne peut être que meurtrier et préjudiciable à l'intérêt de notre pays ?

Heureusement, M. Lyoussi va au devant des montagnards, leur parle de S.M. le Sultan, de l'Islam et de la patrie. Tout rentre dans l'ordre. La bataille n'a pas eu lieu. Soulagé par cette première victoire de la paix, je continue ma route et rejoins Midelt avant les F.A.R.

A Midelt même, on m'assure de tous côtés que cette population marocaine est véritablement inconstante, inconsciente, facile à tromper et à exploiter. Ceux qui parlent ainsi sont probablement sincères, mais oublient que notre peuple fait confiance à S.M. le Sultan et à S.A.I. le Prince héritier. Cette confiance n'a jamais été trahie. Pourquoi le serait-elle aujourd'hui ? Pourquoi voulez-vous, vous qui accusez notre peuple d'inconstance et de naïveté, expliquer le soi-disant revirement de la population de Midelt par des raisons qui ne me paraissent nullement tenir compte de l'immense influence qu'exerce S.M. le Sultan sur le peuple ? Le choix a peut-être été instinctif, mais combien juste ! Déjà, j'ai la certitude que, spontanément, ce qui se passe aujourd'hui à Midelt sera réédité partout ailleurs dans le Tafilalet. Ceux qui attendent du sang seront déçus. La sagesse du peuple marocain aura démenti toutes les prophéties intéressées des colonialistes et des semeurs de troubles.

A 15 heures, cependant, sur le chemin de Ksar-es-Souk, le doute m'envahit. Quelques montagnards nous mettent en joue.

Est-ce la mort ?

Serions-nous les premières victimes de ces incidents ? On recule ? Ils sont capables de tirer, même si on faisait machine arrière. Sans chercher à savoir à qui ils ont affaire, ils nous abattraient, aveuglés par leur instinct et par les consignes rigoureuses qu'ils ont peut-être reçues. Nous préférons sortir de la voiture, les mains levées, en criant à tout hasard : « Journalistes ! ».

L'un d'eux s'avance vers nous, sans lâcher son arme, méfiant.

On discute, on explique, et par miracle, ils comprennent.

On leur offre du tabac, on prend quelques photos ensemble, et tout

(Suite en page 9)

L'INDEPENDANCE

doit profiter à tous

On a beaucoup épilogué sur les circonstances qui ont permis à la France d'imposer au Maroc sa domination. Nombreux sont ceux qui affirment que l'exemple de la Tunisie et de l'Algérie, occupées avant nous, aurait dû nous permettre d'éviter le même sort.

Il faut avouer que si nos pères avaient su profiter des exemples voisins, éviter toute crise intérieure et défendre efficacement leur patrimoine, le Maroc aurait vraisemblablement pu éviter l'époque du Protectorat.

Malheureusement, il n'en fut rien... Les discordes entre tribus, les luttes intestines affaiblissent l'autorité du gouvernement, il fut aisé au colonisateur de prendre possession de notre pays, malgré la résistance farouche qui lui fut opposée tant dans le Rif que dans l'Atlas et la Mauritanie, par Abdelkrim Khattabi, Moha ou Hammou et Ma-Al-Aïnine.

Malgré tout, le colonisateur ne réussit jamais à éteindre la flamme de la résistance. Elle ne cessa de couvrir au fond des Médinas et plus particulièrement à Fez. Bien que les forces colonialistes fussent pratiquement maîtresses de la presque totalité du sol marocain, une vague nationaliste allait grossir dans la capitale religieuse de l'Empire puis déferler de ses remparts sur tout le pays.

C'est ainsi que le peuple tout entier, groupé derrière son Souverain bien-aimé, allait lutter jusqu'à ce que soit reconnue l'indépendance de notre Patrie.

Ce n'est que par l'union totale du peuple et par la solidarité dans l'effort et le sacrifice que le Maroc a pu gagner sa liberté, il faut que nul ne l'oublie, car, au lendemain de l'indépendance, cette union allait disparaître, les luttes partisanes allaient reprendre, développant dans les cœurs et les esprits une sorte de sentiment de haine fratricide...

La désunion et la discorde ont conduit nos pères et notre pays au désastre au début de ce siècle. L'Histoire est un éternel recommencement, où donc nous conduiront la désunion et le sectarisme ?

En temps utile, le Cheikh Mekki Naciri mit en garde les responsables de certain parti, mais son appel resta vain ; il se traduisit, en réalité, par les troubles sanglants de Souk-el-Arba, puis par ceux de Ksiba, de Taza, de Meknès et de Berkine !

Pourquoi ? Parce que des bandes armées à la solde de certains sectaires ambitieux ne cessent de créer de l'anarchie par la recrudescence d'attentats et d'enlèvements qui n'ont (théoriquement) plus leur raison d'être. Il faut citer à ce sujet des noms, comme ceux du professeur Abdelwahed Laroui, d'Abbas Messaïdi, du docteur Omar Drissi, de Brahim Ouazzani sans oublier les autres.

Et devant qui se dérouleront ces enlèvements ou ces assassinats ?

Devant ceux-là mêmes qui sont chargés, par le Roi, de rétablir la paix et d'assurer l'ordre !

C'est la « carence » des autorités qui est à l'origine de l'insécurité, qui engendre l'inquiétude et la méfiance. Les capitaux, effrayés, prennent la fuite, par dizaines et dizaines de milliards, alors que nous en avons tant besoin.

Pour ce qui est des autres administrations, combien de fois avons-nous tristement constaté que des fonctionnaires appliquaient envers leurs administrés une politique de favoritisme et de discrimination !

Nous nous sommes tous élevés contre le népotisme de l'administration française du Protectorat. Avons-nous lutté et souffert pour que ce népotisme soit encore plus criard et violent dans le Maroc libre et indépendant ? Certes pas, aussi sommes-nous déçus, pour ne pas dire désespérés, en nous voyant contraints de constater cette cruelle vérité, et d'autant plus criminelle que les postes n'étaient distribués qu'aux frères, neveux ou cousins des hommes en place, si ce n'est à des membres du même parti, on écarte résolument les compétences

qui pourraient combler les vides laissés par les Français.

Le pire de l'affaire est que grâce à cet intolérable favoritisme, non seulement les supposés compétents ne font qu'épuiser le budget national insuffisant en percevant des émoluments injustifiés, mais qu'en plus, par leur incapacité et leur ignorance, ils ralentissent l'évolution du pays et le ridiculisent aux yeux de tous, encourageant et justifiant ainsi la propagande faite par certains étrangers non adaptés au régime nouveau qui clament partout que les Marocains sont incapables de se gouverner eux-mêmes.

Est-ce donc là la seule politique dont soient capables les célèbres partisans du « gouvernement homogène » ? Alors, que veulent dire leurs fanfaronnades, leurs discours claironnants ? Espèrent-ils galvaniser le peuple par des phrases creuses ? Ce ne sont pas des paroles que veulent les misérables. C'est du pain, la paix et un abri décent. Ce qu'ils veulent aussi, c'est la justice et la sécurité, cette justice et cette sécurité pour laquelle ils se sont battus, ont lutté et ont souffert !

« Le sage, dit un proverbe, n'affirme rien qu'il ne prouve »... Il n'y a que trop longtemps que nous n'entendons que des mots, des mots vides de sens...

Vous, qui avez promis au peuple de lui présenter et de réaliser un « programme fructueux », le seul qui puisse « sauvegarder l'indépendance politique et économique du pays », avez-vous seulement esquissé ce programme devant l'Assemblée Consultative sans avoir l'intention de le réaliser, ou bien attendez-vous l'apparition du Messie pour l'appliquer ?

Vous qui ne cessez de promettre sans rien donner, ne comprenez-vous pas que ce peuple que vous grugez vous hurle au visage : « Assez de solutions bâtarde et illogiques... Réalisez ou partez !... »

Il est grand temps de remédier à cet état de choses, car nous ne voulons pas d'un retour au sombre passé, pas plus que nous ne voulons entendre dire que nous sommes des incapables.

Nous avons trop chèrement conquis notre indépendance pour ne pas y tenir de toutes les fibres de notre être.

Elle a été arrachée aux forces colonialistes au prix du sang et de la vie des résistants indomptables qui ont tout donné, tout sacrifié dans un seul but : L'INDEPENDANCE, cette indépendance dont devaient jouir, une fois qu'elle serait obtenue, TOUS LES MAROCAINS unis derrière leur Souverain, premier combattant de la libération...

Nous disons bien TOUS LES MAROCAINS, et en général tous les habitants du Maroc mais non pas une poignée de profiteurs qui ont confisqué à leur profit une victoire du peuple pour en jouir égoïstement.

Touhmi EL HADJ.

LA FORMATION DES NOUVEAUX CADRES

par **Abdellatif SBIHI**

Membre de l'Assemblée Nationale Consultative
ancien directeur de « La Voix Nationale »

La formation des cadres qui doivent remplacer progressivement ceux européens qui avaient été mis en place par l'ancien régime dans le secteur public comme dans le secteur privé, est un des problèmes les plus graves qui se posent à l'heure actuelle au Maroc indépendant.

C'est de la façon dont sera assurée la formation des nouveaux cadres que dépend, pour une large part, le maintien et le développement des libertés acquises et notre accession à l'indépendance économique.

Comment réaliser cette formation ? Le gouvernement semble vouloir avoir recours à une formation administrative ou technique accélérée. Les études qui, normalement — c'est-à-dire suivant des règles conformées par l'expérience dans d'autres pays — demanderaient 2, 3 ou même 4 ans, seraient réduites d'environ la moitié quand ce n'est pas davantage.

La pratique du métier, escomptent les responsables, permettra aux intéressés de se perfectionner et de compléter à la longue leur formation. La formule est, dans son principe, excellente. N'a-t-on pas vu dans le monde entier des fonctionnaires dépourvus — ou à peu près — de parchemins, parvenir à un rang élevé de la hiérarchie, s'élevant rapidement dans l'échelle sociale alors que leurs études semblaient les vouer à des rôles effacés ? On ne peut cependant pas oublier que ces hommes avaient une valeur personnelle exceptionnelle ou tout au moins très forte. Ce sont leurs qualités d'intelligence et de caractère qui ont permis leur élévation malgré une formation première assez faible, et ces qualités n'ont pu jouer complètement, donner leur plein effet, que parce que le milieu où ils se trouvaient leur a favorisé l'acquisition des éléments qui leur manquaient.

Une formation administrative ou professionnelle très accélérée, si elle était trop longuement étendue, ferait courir le risque de constituer un milieu médiocre où les bénéficiaires parviendraient difficilement à se perfectionner.

Le Maroc a besoin de cadres de valeur. Il faut lui donner une armature solide. Dans le secteur privé où jouent les sélections naturelles, cette obligation est plus impérieuse encore que dans le secteur public.

Où former ces cadres ? La culture française acquise par beaucoup des nôtres les poussent tout naturellement à se tourner vers la France. Mais la France elle-même envoie à l'étranger les normes d'affaires étudier les méthodes nouvelles de travail dans différentes branches de l'activité comme, par exemple, l'industrie, le commerce ou l'agriculture.

L'Arabie Saoudite s'est déjà adressée aux Etats-Unis d'Amérique pour la formation de ses cadres. Pourquoi, dès lors, ne pas agir de même et ne pas demander à l'Amérique non seulement un perfectionnement de nos techniciens, mais aussi d'emblée, pour certains d'entre eux, une formation complète directe. Je sais qu'on m'objectera qu'il est nécessaire de connaître la langue anglaise, mais sans même tenir compte du truchement de la langue française par laquelle il est possible parfois de passer, il y a aux Etats-Unis d'Amérique un nombre suffisant d'Américains qui parlent plusieurs langues, notamment l'arabe, pour qu'il n'y ait pas de difficultés majeures.

Au surplus, ne serait-il pas bon qu'un grand nombre de Marocains apprenne la langue anglaise, langue universelle ?

L'Amérique est à l'avant-garde du progrès technique. Les jeunes Marocains — n'en déplaise à certains esprits étroits — ne sauraient aller à meilleure école.



L'étudiant « de corvée » passe de chambre en chambre, distribuant les nourritures matérielles. Un pain par homme et par jour, telle est la ration. (Photo Belin)

C'ÉTAIT AU DÉBUT DU 9^e siècle de l'ère chrétienne : Fatima, fille de Mohammed el Fihri, surnommée Oum El Banine, riche héritière et femme très pieuse, achète le terrain sur lequel elle érige, de ses propres deniers, la mosquée de la Karaouiyine, n'utilisant que des matériaux tirés du terrain même afin qu'aucune pierre de la construction ne soit souillée par quelque argent illicite. C'est dans cette majestueuse mosquée que brillèrent les noms du grand juriste et commentateur l'Imam Ibn ou Ghazi, le grand poète téméraire Lahcen el Youssi, et plus tard Abdelkader el Fassi, Hamdoun Ben el Hadj, des Bensouda et des Benani, et des centaines d'autres encore dont les noms font la gloire de la science et du savoir marocains.

Dés docteurs, des savants, des mathématiciens, les plus illustres oulémas d'Afrique sont venus à Fès pour s'abreuver aux sources de la connaissance et, à leur tour, enseigner à d'autres futurs savants, à d'autres futurs docteurs, la science qu'ils avaient acquise. Oxford, Cambridge et la Sorbonne, qui jouissent encore de la CONTINUÏTÉ, n'ont pas connu sa gloire et son épanouissement. C'est maintenant un lieu déserté. Mais... je laisse à d'autres, en particulier à notre peintre au chapelet d'ambre la nostalgie de roucouler *admirablement* aux bords de ces vasques fraîches et tumultueuses et dans ces patios magnifiques, la grandeur et la décadence de cette boîte à merveilles ou, comme disait un jour Lyautey, de « cette officine ténébreuse et sombre » qu'est la Karaouiyine.

Les « temps nouveaux »

Cette « officine », malgré la décadence de la société marocaine et les convulsions du régime du protectorat, continue à rester la gardienne vigilante de notre langue, de notre culture, de notre patrimoine national. C'est le foyer de notre personnalité où s'est forgée l'âme de la résistance marocaine. Notre mouvement de libération est parti des nattes noires et poudreuses de cette « officine ». Les hommes les plus conscients du danger que constituait le colonialisme pour tout ce qui représentait notre personnalité et notre originalité, se sont souvent assis sur ces nattes et ont devisé douloureusement de notre sort futur dans les petites cellules de Medersa. Le colonialisme s'en est vite aperçu et a tout fait pour isoler la Karaouiyine dans son passé scolastique et l'empêcher de remplir son rôle historique de guide intellectuel de la Nation. Des contrôleurs civils ont emprisonné des parents qui y envoyaient leurs enfants. Des mains impies ont dégradé sa fameuse bibliothèque. Tous les moyens ont été employés pour l'empêcher de suivre la marche de l'histoire et de s'adapter aux temps nouveaux par la rénovation de ses programmes et de sa culture.

KARAOUYIN

Un des hommes les plus conséquents de notre génération, Abdelhadi Bou-

taieb, est d'ailleurs un diplômé de cette Université.

Donnez-nous notre pain quotidien

En 1936 a lieu à Fès, la première grève estudiantine. Les élèves de la Karaouiyine, mal nourris, mal logés, maintenus en marge de l'évolution moderne, acculés à ne recevoir qu'une instruction scolastique, se cambrent. Ils veulent un nouveau programme, l'introduction des langues étrangères et des sciences nouvelles. Ils souhaitent l'adaptation de la Karaouiyine à la culture moderne, aux temps nouveaux. Ils refusent les nattes, le pain sec, l'insalubrité et l'obscurité de leurs cellules où les guettent la tuberculose et tant d'autres maladies et se révoltent contre le programme anachronique qui leur est imposé. A trois ou quatre, ils vivent dans des mansardes et perçoivent un pain rond chacun par jour.

Les privilégiés sont ceux qui reçoivent de leurs familles quelque meuble monnaie pour acheter des olives, de l'huile et du charbon afin de faire bouillir leur misérable soupe et en

même temps se préserver un tant soit peu, en groupes, des rigueurs de l'hiver. Mais combien sont-ils ? De soins médicaux, il n'est pas question. « Qu'ils crèvent ! », disait le colonialisme. Combien d'entre eux sont allés réciter des versets du Coran, par les vendredis d'hiver, dans les cimetières, afin de toucher une obole toujours utile.

Le protectorat fait la sourde oreille aux revendications des étudiants. Mais ceux-ci savent bien que le colonialisme ne peut avoir pour cortège que l'ignorance, la privation et la dégradation de l'être humain. Ils s'intègrent en bloc corps et âme dans le mouvement national de libération. La fin du colonialisme sera la fin de leurs misères. L'aurore approche... et la souveraineté marocaine est restaurée. C'est de la plainte, de la privation, de la souffrance, du doute parfois que naquit cette fleur un peu dure : l'Indépendance nationale.

Une année d'indépendance

Il était normal et logique que le colonialisme ignorât leurs revendications légitimes. Leurs diplômes étaient des chiffons de papier (ils le sont toujours), et tous les débouchés leur étaient fermés (rien n'a changé jusqu'à présent). Mais ils ont déchiré l'Acte du Protectorat. Ils ne veulent plus rester des déclassés. Maintenant, il faut s'atteler de nouveau à l'ouvrage, refaire le bilan des revendications, procéder à la refonte de l'enseignement de la Karaouiyine, revaloriser les diplômes de cette Université, protéger l'étudiant de la maladie et de la faim et lui offrir enfin un avenir

Il se trouve que notre ministre de l'Instruction publique est précisément M. Mohamed el Fassi. Il connaît plus que tout autre les maux dont souffre l'une des plus glorieuses universités de l'Histoire, puisqu'il fut, à l'époque du protectorat défunt, chargé de sa direction.

Les étudiants, gonflés d'espoirs et d'ambition juvénile, se présentent devant Monsieur le Ministre qui leur prodigue des promesses formelles et, paternellement, les invite à la patience. *Mais le temps n'attend plus.* Ils ont déjà attendu plus d'un demi-siècle. Les étudiants sortis des écoles françaises,



Les chambres où les étudiants étudient dans les cours.

des facultés françaises qu'ils soient bien : les différentes années de l'Etat marocain. Les diplômés de la Karaouiyine ou professeurs, et ce nombre en fait plus de cent au Maroc.

On a souvent dit de l'être des esprits, ils savent fort bien qu'ils gagnés après des années de privations, ne leur rapportent que la misère.

Les méthodes de travail restent les mêmes : le ministre de l'Instruction des « Beaux-arts » promesses dont s'aujourd'hui ne vient pas.

« ... C'EST QU'IL SUR VO... »

Une année s'écoule sans rien de la Karaouiyine. Le mouvement de libération couvre, soudain, adorent la vache vu décerner le des Sports. Les Karaouyinistes au retour du Soudan porte du pays des pressions de voyes. Le vase débord d'étudiants venus Fès les mains vides.

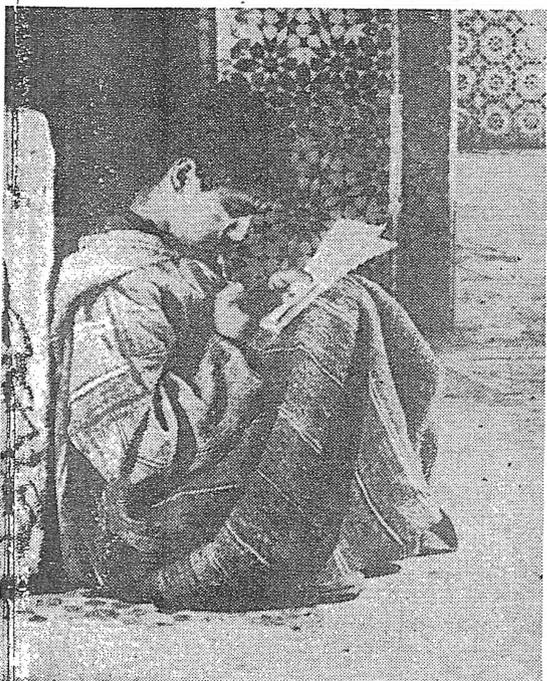
Le 15 décembre après plus d'un an.



Un pain par jour, pour les plus misérables... Les riches (!), qui reçoivent quelque secours de leurs familles, cuisinent sur la natte qui leur sert de lit. (Photo Belin)

Grève illimitée dans les Instituts Islamiques

UNE... "officine" ténébreuse



Faciales et dépourvus de mobilier, aussi, les élèves préfèrent-ils se tenir assis, au soleil. (Photo Belin)

ces sont, pour peu
résants, casés dans
nistrations du jeu
Il ne reste aux di-
ayine que les fonc-
adous, instituteurs
k-ci après concours.
de cadis au Maroc ?
imité à quelque qua-
nam.

ar les Karaouyistes
troits. En tout cas,
que leurs diplômes
lures années de labeur
leur rapportent et
est vraisemblablement

ésuètes d'enseigne-
mèmes, et Monsieur
struction publique et
continue à faire des
les jeunes étudiants
voient pas la concrè-

serpents,
sifflent
têtes

le nouveau régime
changer au régime
Notre ministre ac-
aux Indes et y dé-
ni, que les Hindous
Auparavant, il s'est
de la Jeunesse et
at vacances. Les
tendent patiemment
veut qui ne leur rap-
handi que des im-
plein le capuchon.
le; une délégation
Rabat retourné à
des.

le dernier à 13 h.,
année d'attente pa-

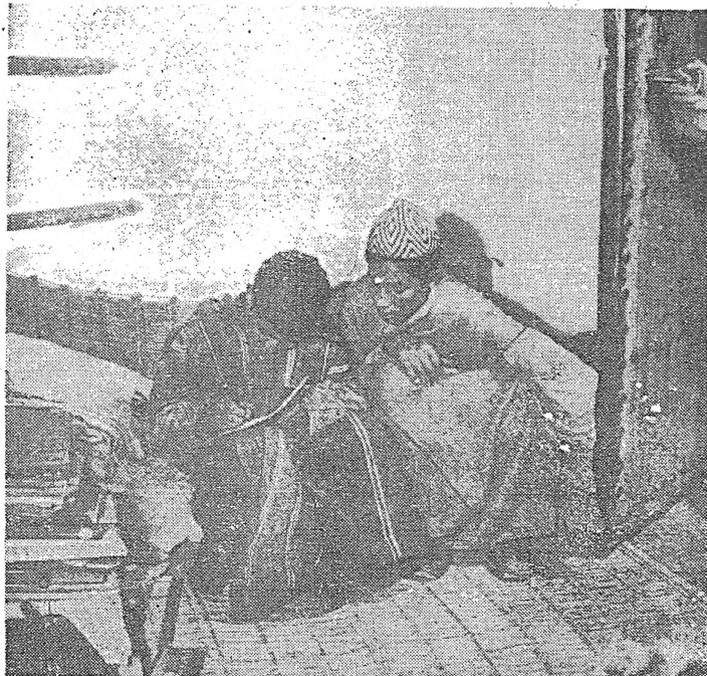
C'est le complot du silence. Le 17 décembre, c'est-à-dire deux jours après la grève de Fès, les étudiants de l'Institut religieux de Meknès déclenchent une grève de solidarité avec ceux de la Karaouyine, et de protestation contre le rejet des revendications estudiantines. Le ministre de l'Instruction publique ordonne l'arrêt de la grève tout en formulant de nouvelles promesses. Refus des étudiants qui constituent un comité de liaison. Celui-ci arrive à Tanger, prend contact avec les étudiants des Instituts de Larache, Tetouan et Tanger. La grève est alors générale dans tous les Instituts religieux du Maroc. J'ai omis beaucoup de faits qui prouvent que ces grèves ont été la dernière mesure prise par les Instituts religieux après avoir épuisé tous les moyens légaux. Je passe aussi sur les menaces du gouverneur de Fès qui a eu cette parabole magnifique : « Le but de l'étudiant doit être l'étude de la science pour l'amour de Dieu et non pour d'autres considérations ! » et ce haut-pendu : « Etes-vous des musulmans, étudiants ? ».

Je ne m'arrêterai pas aux dizaines de télégrammes, de pétitions, de contacts avec les différentes autorités aussi bien à Fès qu'à Rabat. Les étudiants avaient présenté au ministère compétent, au lendemain du retour de Sa Majesté de son exil lointain, des revendications urgentes, et d'autres qui pouvaient souffrir d'attendre. Grève de la faim... Vingt étudiants à l'hôpital.

Mais comme le dit si bien notre dialecte arabe, les nattes sont les nattes, le pain sec est le pain sec, les programmes sont les programmes. Pas de nourriture, pas de sports, pas de loisirs, pas d'aide de l'Etat, pas de revalorisation des diplômes, et la Radiodiffusion nationale reste muette. Le pays est bien informé, malgré l'existence d'un ministère de l'Information !

Le complot du silence

La Radiodiffusion nationale marocaine refuse de diffuser cette nouvelle.



Lorsque le soir tombe, les étudiants réintègrent leurs chambres et continuent à travailler dans la pâle lumière d'un éclairage insuffisant. (Photo Belin)



L'heure du repos est arrivée enfin. Le futur diplômé monte les échelons de l'échelle rudimentaire qui lui permet d'atteindre sa soupente, pendant que son camarade étudie quelques instants encore avant de se coucher lui-même. (Photo Belin)

Courage et espoir... quand même !

Les Instituts religieux sont désertés depuis le 17 décembre dernier. Janvier touche à sa fin.

Près de 5.000 étudiants, de tous les coins du pays, sont retournés chez eux. Que font-ils ? Que pensent-ils ? Espèrent-ils encore ? Oui, ils doivent espérer. La lutte continué et l'indépendance n'est pas une fin en soi.

Comme tous les Marocains, les étudiants des universités islamiques réclament le pain, l'Instruction et la justice.

Ils ont jugé nécessaire, nos bons étudiants, de lutter, unis et solidaires, pour que chaque Marocain ait un travail en rapport avec sa compétence.

Ils luttent pour chasser la faim, la peur, l'ignorance et la bêtise et pour faire rayonner la lumière de la connaissance et de la paix dans les cœurs et les esprits, afin de provoquer l'épanouissement de l'être humain. Nos courageux étudiants, dont la grève continue encore, veulent voir le Maroc marcher de l'avant, la main dans la main avec les autres nations éprises de liberté et de justice.

Certes, c'est un programme ambitieux, et les étudiants de nos instituts religieux ainsi que ceux de nos écoles modernes doivent posséder ces deux grandes qualités pour le réaliser dans leur patrie : le Courage et l'Espoir.

Qu'ils persévèrent donc, unis, dans leur lutte, jusqu'à la réalisation de leurs revendications immédiates et urgentes, ils auront ainsi, dans le cadre de ce vaste programme d'épanouissement national, accompli leur mission d'étudiants engagés.

La construction du nouveau régime a besoin de toutes les énergies. Dans tous les pays, c'est toujours la jeunesse conscientisée qui prépare les générations futures. Notre jeunesse serait responsable devant l'Histoire si elle se dérobaient devant l'accomplissement de cette mission sacrée et ne mettait pas la main à la pâte pour ériger le Maroc moderne.

Mustapha EL KASRI.

Nos lecteurs nous écrivent

TOUJOURS LE PROBLEME DU CHOIX

ORIENT ET OCCIDENT, OUI

« Nous devons en effet coopérer avec tous les pays du globe, dans le seul but de consolider la paix internationale et de renforcer l'indépendance de notre cher pays sous l'égide de notre Souverain bien aimé.

« Pour cela et surtout en ce moment, alors que les U.S.A. et l'U.K.S.S. se disputent la domination du monde, nous ne devons apporter notre adhésion ni à tel, ni à tel autre bloc. Nous en tenons à cette position, c'est éviter toutes les critiques.

« En ce qui concerne notre situation économique actuelle, nous devons accueillir favorablement les aides qui se présentent sans aucune condition politique ; à cette fin, qu'elles viennent de l'U.R.S.S., des U.S.A. ou d'un autre pays, nous les accepterons.

« Il faut que notre ministre de l'Economie nationale, M. Abderrahim Bouabid, rejette toute aide économique, ou autre, qui porterait atteinte à notre souveraineté nationale. L'époque où l'on louait des parcelles de ses territoires est révolue ; il faut que tout le monde le sache ! Je ne peux malheureusement, ici, que regretter la position prise dernièrement par le gouvernement tunisien puisque son chef, M. Habib Bourguiba, s'est déclaré nettement pro-Américain en accueillant à bras ouverts la récente doctrine Eisenhower qui vise sans aucun doute à faire de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient ses « satellites ».

Il vaut mieux, quand il s'agit de l'intérêt supérieur de nos deux pays ou plutôt de celui de toute l'Afrique du Nord, se consulter avant de se prononcer sur une politique extérieure. Cela MEME quand il s'agit de voter à l'O.N.U.

« N'a-t-on pas encore tiré la leçon du long joug colonial ? Je me le demande vraiment.

« Nous craignons de toutes nos forces que nous ne voulons pas « un deuxième Irak » en Afrique du Nord, que nous voulons rester neutres, mais à jamais. Alors, que les rivalités entre nos dirigeants cessent. Qu'ils ne croient plus à qui essaie de faire mieux : « Mieux ! Non, non, non et non ! », car ces attitudes nous mèneront à la désunion, cette désunion que guette l'impérialisme pour nous sauter une deuxième fois à la gorge.

« Méfions-nous donc !

« Tout ce que nous sollicitons ardemment des chefs de nos gouvernements actuels, c'est d'œuvrer, de travailler sans relâche nuit et jour, de conjuguer leurs efforts pour obtenir l'accession de nos pays sous-développés à une vie meilleure ; d'aider par tous les moyens en leur pouvoir, et d'aider sans réserve l'Algérie, ce cher pays frère, à se libérer du joug colonial qui lui mène une guerre d'extermination sauvage encore jamais vue dans le monde moderne, et qui continue à contester son « fait » national en dépit de la Charte des Nations Unies qui stipule le droit de chaque nation, petite ou grande, à disposer d'elle-même.

« Sachez, chers compatriotes, que l'indépendance de l'Algérie, c'est l'indépendance réelle au Maroc et de la Tunisie, et peut-être aussi CELLE DE TOUTE L'AFRIQUE.

« Je voudrais, avant de terminer, chers lecteurs, que vous ayez l'obligeance et la bonté de vous adresser avec moi, à Dieu le Clément, le très-cœurdeux, afin qu'il veuille bien assister nos chefs dans leur mission périlleuse et qu'il les guide dans la voie du salut ; car nous voulons faire de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient un seul bloc, et un seul monde arabe uni, corps, âme et sang, libre, neutre, et loin de toute influence, qu'on le veuille ou pas.

« Nous y arriverons par l'aide de Dieu, en dépit de tout. C'est le but de nos révolutions : notre plus cher idéal, nous en sommes convaincus ».

Kouache Mohamed OUDGHIRI
(étudiant indépendant)

« CEUX QUI ONT FAIM »

« Malgré l'indépendance, les Marocains sont toujours affamés, leur lutte n'est pas encore terminée et aucun système, aucune politique n'est efficace que la lutte contre la faim, ce fléau social, ce mal ressenti par près

La tâche à remplir

« Sa Majesté le Roi, en acceptant de préférer le premier numéro de « Démocratie », a prouvé la confiance qu'il met en votre journal et dans le Parti Démocrate de l'Indépendance pour éclairer l'opinion marocaine et informer les citoyens.

« Cet encouragement qui vient de notre Roi, que Dieu Le protège, doit nous servir d'exemple à tous et chaque véritable démocrate doit apporter sa modeste contribution à l'édification de la démocratie marocaine.

« Le P.D.I. et son journal ont une tâche immense à accomplir dans le domaine de l'éducation et du relèvement moral de la jeunesse.

« Ils doivent effectuer l'union de toutes les énergies pour faciliter l'établissement d'un régime réellement démocratique au Maroc.

« Démocratie » doit y contribuer en œuvrant largement ses colonnes à la jeunesse marocaine, désireuse de s'instruire et de participer à la construction du Maroc nouveau que chacun désire voir vivre heureux et prospère.

« Je souhaite longue vie à « Démocratie », et j'espère que son succès ira toujours grandissant ».

R. TOLEDANO, Meknès.

IL FAUT AGIR VITE

Lorsque Sa Majesté revint de l'exil et nomma des gouverneurs à la tête des provinces marocaines, l'une des premières décisions prises par nos préfets fut la fermeture des quartiers de prostitution, sans qu'ils aient pour cela, peut-être pensé aux conséquences graves que cette décision comportait, en omettant d'apporter une aide quelconque à ces femmes qui, en grande partie, n'étaient là que par la faute de la misère et de la faim.

La suppression des maisons de tolérance avait pour but d'annuler la prostitution que l'Islam interdit. Mais cette décision ne pouvait porter ses fruits qu'accompagnée de deux mesures : la création d'institutions de redressement moral où des fils auraient expliqué la religion musulmane à ces femmes, où des assistantes sociales leur auraient montré à quelle déchéance physique conduisit la prostitution en appuyant leurs propos sur la projection de films tels que « L'Amour qui tue », « Asphalte » et d'autres.

Il aurait fallu ensuite leur donner du travail, un gagne-pain capable de leur permettre de subsister.

Rien de tout cela ne fut fait. Ces femmes, jetées purement et simplement à la rue, tombèrent dans la « gueule du loup », en entraînant dans leur sillage une grande partie de la jeunesse, force vive du pays. Nous dirons comment.

Lorsque les quartiers réservés furent créés par le Protectorat, les femmes étaient hebdomadairement soumises à une visite médicale : celles qui présentaient un indice — si minime soit-il — d'une maladie quelconque, étaient dirigées vers les hôpitaux pour recevoir les soins nécessaires et ne regagnaient les maisons closes qu'une fois guéries.

Et aujourd'hui ?

A la fermeture des quartiers, plusieurs de ces femmes pensèrent qu'elles allaient retrouver une vie digne de l'ère de l'indépendance. Elles cherchèrent du travail. Mais les ménages qui demandaient des « bonnes » les refusaient. Alors, décou-

ragées, abattues à force d'être rejetées par cette société à laquelle elles appartiennent pourtant, à cette société qui n'a rien fait pour les sauver, mais qui crache sur elles, bien que ses fils les recherchent pour assouvir leur faim sexuelle, elles reviennent à leur « métier ».

Elles ne sont plus dans les maisons de tolérance, mais elles sont toujours là : les vieilles dans les coins obscurs des ruelles ; les jeunes, toujours ne. marabouts et le long des boulevards. Au petit signe du premier passant, elles s'empressent de le suivre en pensant : « Le pain d'aujourd'hui est assuré ». Seulement, ces femmes, ainsi livrées à elles-mêmes, sans soins, propagent tous les genres de maladies vénériennes en nous, en nos fils, en ceux qui, demain, épouseront nos filles et auront des enfants, d'avance condamnés à souffrir dans leur chair et leur sang, toute leur vie.

D'après les estimations d'un médecin, il y a deux ans, à Safi, sur cent hommes examinés quotidiennement, quarante étaient syphilitiques. Aujourd'hui, ils atteindraient approximativement le nombre de 75 !

Ce chiffre parle.

C'est le signal qui précède, de peu, la grande catastrophe.

Si demain, on ne veut pas voir la jeunesse envahir les hôpitaux pour demander des lits et des piqûres, il faut prendre les mesures qui s'imposent : retrouver les prostituées, les bien soigner et leur apprendre un métier dont elles tireront davantage profit que du commerce de leurs corps.

Mais comment financer cette œuvre colossale ? En achetant d'abord des voitures moins chères et des villas moins somptueuses pour les hauts fonctionnaires.

Ensuite, s'il le faut, nous, les instituteurs, les pasteurs, les petits secrétaires et les commis, nous accepterions volontiers un faible prélèvement sur nos traitements pour aider à la réalisation de ce projet.

Mohammed HAJJAM.

de 80 % de la population de notre pays, aucune maladie n'est aussi meurtrière et ne provoque de dégâts aussi étendus que le fait de la faim.

« Sans doute, si nos grands politiciens commencent à découvrir que la faim devrait occuper tous les esprits, guider toutes les décisions et marquer la politique de notre gouvernement, aucun de nos ministres n'aurait pensé à une politique d'austérité. Les partis politiques, l'Assemblée Consultative et le gouvernement restent timides, une sorte de pudeur les retient devant un problème aussi dramatique et urgent.

« Je connais des milliers de malades par la faim à qui l'on donne des médicaments « d'ailleurs fort coûteux » au lieu de leur donner du pain et de la viande, je connais des centaines de personnes qui se nourrissent de pain et de thé. Je ne parle pas des chômeurs qui n'ont rien à se mettre sous la dent. Or, cet état de choses ne peut durer, la faim ou la carence alimentaire dégrade nos citoyens, leur porte une atteinte profonde pour une ou plusieurs générations, cette faim marque non seulement le corps, mais aussi l'âme. Elle agit, à la longue, sur les structures mentales puis, bien sûr, sur le comportement des individus.

« En dégradant nos citoyens affamés, elle amène chez eux la dépression et la nonchalance, elle les livre à toutes les forces d'oppression qui se fondent sur le malheur et la misère. Est-il nécessaire de refaire une image de ce que sont les bidonvilles, les Carrières Centrales ou les Médinas ? Certes non ! Il n'est pas nécessaire, non plus, de parler de ce qui peut surgir comme méfaits, vols, crimes ou insurrections de ces endroits déshérités.

« Que peut-on donc faire ? Tout d'abord, considérer la faim comme une cause de l'insécurité qui exige un combat sur un même plan ; les différentes populations de ce pays devraient trouver là un dénominateur commun, une raison de solidarité, une recherche unanime du premier bien commun : l'apaisement de la faim. Il faut que notre parti organise une véritable croisade contre la faim ; l'hiver est là et légions sont nos compatriotes qui grelottent de froid et de faim. Ayez pitié d'eux ».

Taieb FILALI.

REDDITION D'ADDI OU BIHI

(Suite de la page 4)

s'arrange. On a eu chaud !

A notre retour, passant par le lieu qui aurait pu être notre « champ d'honneur », les montagnards nous arrêtent à nouveau. Mais, cette fois-ci, ils ont reconnu notre voiture et ont tout simplement demandé les photographies que nous avons prises ensemble !

Nous sommes trois journalistes qui, les seuls, sommes reçus par Addi ou Bihi dans son refuge de Kerrando.

Que de dangers nous avons affrontés en traversant les différents barrages d'Addi ou Bihi ! Maintenant, nous voyons enfin le protagoniste du drame.

Addi ou Bihi est fatigué, et la finesse de ses yeux est déjà embuée de tristesse et de colère. Il nous fait une déclaration qui prouve combien il s'adapte mal aux exigences des temps nouveaux. Des révélations graves, troublantes, me permettent enfin de comprendre que Addi ou Bihi, farouche montagnard, chef de guerre émérite, ne saisit pas la complexité du jeu politique et, mu par son attachement indéfectible au Sultan et à S.A.R., manque de la clairvoyance, de la lucidité indispensables à faire de cet attachement une force qui sert l'intérêt de la nation. Addi ou Bihi est indéniablement un féodal. Il va tomber. D'autres féodaux restent, et sa chute ne peut constituer pour eux qu'un avertissement, une annonce de leur propre disparition, inévitable désormais. Les féodaux qui actuellement cherchent à cacher leur jeu sous le masque du militantisme et croient trouver un refuge éternel dans les labyrinthes de la politique, ceux qui veulent instituer dans notre pays un néo-féodalisme, ne peuvent échapper au sort qui attend ceux qui refusent d'ouvrir les yeux. L'évolution de notre conscience nationale suivra la marche et l'évolution de l'Histoire, et le peuple imposera sa loi.

Un vent cinglant nous accueille à Midelt, à notre retour du Ksar d'Addou ou Bidi, vers 22 h. Les nouvelles sont alarmantes. Evitera-t-on le pire ?

Avant de dormir, je pense encore à Addou ou Bihi. Quelle tragédie aura été la vie de cet homme ! Malmené, pourchassé, destitué et exilé par les colonialistes, il risque aujourd'hui de mener à la ruine et à la mort des milliers de Marocains et de conduire le Maroc vers l'aventure. Ses ambitions et ses passions le perdront-elles définitivement ? Dans quelle mesure sa fidélité au Trône, qu'il me réaffirmait encore tout à l'heure avec tant d'énergie, aura-t-elle le dessus sur ses instincts guerriers et ses souvenirs de « siba » ?

Kerrando, mercredi 24, 17 h.

Retour à Kerrando. C'est acquis, Addi ou Bihi se rend, restitue les armes et accepte de quitter « sa province ».

Un dernier entretien avec lui me permet de constater qu'il commence à comprendre. Etourdi par l'ampleur de l'aventure qui a précipité sa chute, il marche comme un somnambule, s'accroche désespéré-

ment aux lèvres de ceux qui lui parlent encore avec égard, ne voit pas l'ironie de certains regards qui s'efforcent de rester polis et n'arrive pas à rester en place. Il bouge, gesticule, sourit, grimace, pose des questions, n'écoute pas les réponses, va, revient, donne des ordres inutiles pour se donner le change et jouir encore un peu de son autorité agonisante. On sent toutefois qu'il n'a plus le cœur à l'ouvrage.

La satisfaction qu'il affirme ressentir en recevant le général Kittani prouve d'ailleurs qu'il ne recherche plus, à présent, que de petites flatteries pour son amour-propre.

Qu'est venu lui dire le général Kittani ? Il l'invite à se soumettre, poliment certes, mais c'est d'une soumission qu'il s'agit. Lui, le chef qui s'était cru invincible dans son repère, on le prie de désarmer, de renoncer, de constater lui-même sa propre déchéance. Il ne doit pas seulement reconnaître son erreur, mais aller au devant du châtime. On ne l'attend sûrement pas, à Rabat, avec des fleurs. Il le sait, et demande bizarrement aux journalistes quel jour sera à Rabat S.M. le Sultan.

Question plus significative que toutes les réponses. C'est un homme angoissé qui parle. Il veut encore se bercer d'illusions, croire que si S.M. le Sultan était à Rabat, il serait mieux reçu là-bas ! Il place son espoir dans S.M. le Sultan.

Midelt, 24 h.

Je viens de voir longuement le Cdt Ben Larbi. Bellaigue et moi écoutons avec beaucoup d'intérêt parler ce jeune officier à l'allure décidée, au visage ouvert et fier, au geste sec, presque brutal. Il a le verbe précis. En parlant de son prédécesseur, le Cdt Ben Larbi dit qu'il était un personnage anachronique. Il suffit d'ailleurs de comparer le langage des deux hommes qui, sans l'avoir cherché, sont actuellement deux adversaires dont le succès de l'un ne peut signifier que l'échec de l'autre, pour saisir toutes les différences entre une mentalité en voie de disparition et une autre qui veut s'imposer. Addi ou Bihi est l'ancien Maroc, le Cdt Bel Larbi, c'est le Maroc moderne.

Casablanca, 25 janvier.

Puisse la paix et la sécurité s'établir d'une façon durable dans les cœurs et les esprits afin que l'œuvre de résurrection que le peuple marocain est en train d'entreprendre se fasse rapidement. Nous ne pouvons perdre de temps. Haddi ou Bihi a rejoint Rabat : où il est venu se soumettre à S.A.R. le Prince héritier chargé de l'intérim du Trône. De l'incident de Midelt, il faut tirer deux leçons : premièrement, le prestige du Trône est le garant de la sécurité et de l'unité dans le Maroc ; deuxièmement, il faut appeler à la direction du Maroc nouveau des hommes d'une mentalité moderne. Les hommes de l'ancien régime ne peuvent plus s'adapter.

UN REPORTAGE DE

M'HAMMED SKALLI

ENVOYE SPECIAL DE

« AR-RAI AL-AMM »

et de « DEMOCRATIE »



Le général Kittani, négociateur de la reddition d'Addi ou Bihi.

23 JANVIER

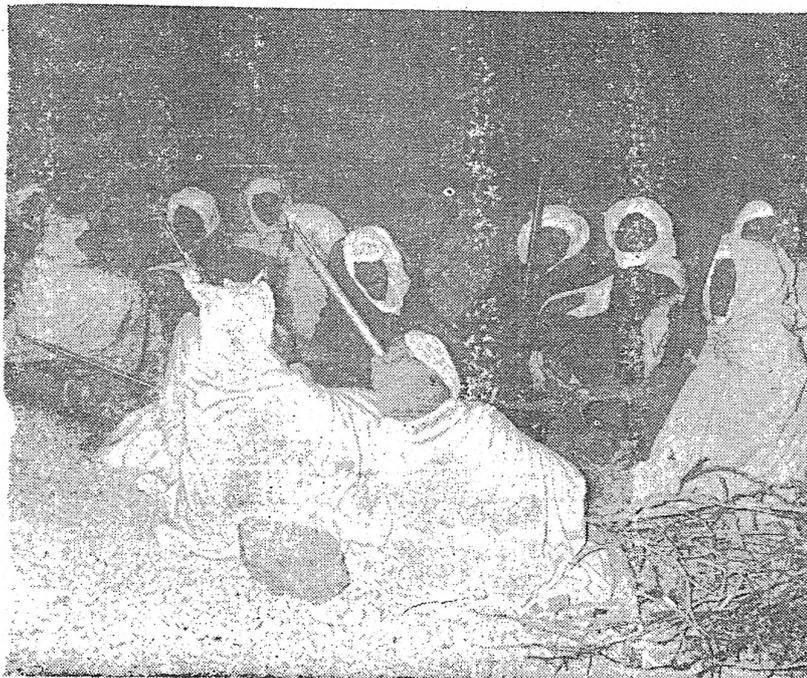
Le 23 janvier 1956, à l'occasion de la visite du gouverneur Ahardane à Souk el Arba du Gharb, il y avait grande manifestation. Les partis politiques étaient les organisateurs de cette fête. A cette occasion, un complot a été ourdi contre le P.D.I. Profitant d'un incident sans importance, le signal fut donné à des hordes humaines avides de sang et de violences qui se jetèrent sur des jeunes scouts P.D.I. et sur certains dirigeants de notre parti. La surprise aidant, les membres de l'Istiqlal tuèrent et blessèrent nombre de nos amis. Cette tuerie de Souk el Arba du Gharb a sonné le glas d'une période d'euphorie et de joie qui avait suivi le retour de S.M. d'exil et la formation du gouvernement national. Le Maroc, frémissant d'émotion, allait se trouver devant le crime le plus abject qui soit. Que d'illusions s'envolèrent ce jour-là ! Les loups s'étaient dévoilés. Une épreuve de force entre les démocrates et les fascistes commençait.

Nous attendions de la justice qu'elle prononce des jugements équitables. Mais tous les inculpés furent relâchés. Les morts et les blessés existaient bien, mais les tueurs restaient impunis. Ce jugement du Haut Tribunal Chérifien sema le doute dans les esprits, l'ère nouvelle s'annonçait sous de mauvais auspices.

Le souvenir des morts de Souk el Arba du Gharb est vivant dans nos cœurs et leur sacrifice n'aura pas été vain. Paix pour leur âme.

Et pour refermer les pages de cette douloureuse tragédie, rappelons les paroles de notre prophète : « Je préfère me présenter, le jour de la Résurrection devant Dieu, à côté de ceux qui ont été les victimes et non avec ceux qui ont commis le crime. »

« Démocratie »



Un groupe de partisans d'Addi ou Bihi qui, après la déclaration du Prince, ont déposé les armes.

Y a-t-il une culture arabe ?

« Preuves » s'est toujours illustré dans la guerre livrée aux forces de la liberté par ce qu'il y a de plus fumeux dans cette « Europe » très occidentale et très triste.

Le Front arabe

C'est à M. G. Ketman qu'a été confiée la tâche ingrate assurément, de « tenir le front arabe » dans cette publication de jeunes vieillies. Le pauvre M. Ketman s'essouffle, construit péniblement des phrases laborieuses pour montrer en toute modestie que la culture arabe n'existe pas et que le monde arabe est dénué de toute valeur intellectuelle authentique.

Pur hasard

A l'instant même où les Bonaparte nouvelle manière caressaient le petit rêve de ressusciter le cadavre impérialiste en Egypte, M. Ketman, pur hasard, prétend tracer un portrait de l'intelligentsia égyptienne (« Preuves », n° 71, janvier 1957).

Pour les besoins de la cause, il cite une poignée de tristes sires, spécimen rarissimes d'une race déjà en route pour le néant d'où elle n'aurait jamais dû émerger d'ailleurs : Mounir Hafiz, Ali Chakali, et j'en passe !

Le Musée imaginaire

Ne souriez pas, jeunes intellectuels marocains qui connaissez d'autres noms plus dignes et plus représentatifs. Ne cherchez pas à rencontrer dans le musée de M. Katman la silhouette de Qacem Amine, de Ahmed Chawqui, de Hafiz Ibrahim, de Mustapha Kamil, de Chably Chu-

mayel et de dizaines d'autres écrivains, poètes, journalistes qui, dès le début du XX^e siècle, ont réussi à maîtriser les forces conjuguées de l'obscurantisme impérialiste et de la réaction pseudo-religieuse, pour débarasser la langue arabe du mysticisme verbal et pour aborder résolument les grands problèmes que posent l'évolution du monde dit musulman.

Les vieilles vieilleries

De tout cela, M. Ketman ne souffle pas mot. Emporté par le courant impétueux de sa passion avouée pour « vieilles vieilleries », il ne veut connaître que les Driss Chraïbi de l'Egypte, ceux-là mêmes qui ignorent la langue arabe et qui sont en réalité les enfants légitimes du régime colonial.

Déjà

Tacticien décidément trop adroit, bien dressé en tout cas, M. Ketman signale toutefois que, « depuis trois ou quatre ans déjà (sic) ont surgi au Caire quelques personnages qui ressemblent assez (resic) à ce qu'on a coutume de considérer comme des représentants de « l'intelligentsia ».

Trouvent ainsi une certaine grâce à ses yeux, Youssef Idriss, Ihsan Abdokodous, Neguib Mahfouz, Ibrahim Amer et Ahmed Anâ.

Pourquoi cette curieuse sélection ?

Les communistes

Essayons plutôt de savoir comment sont présentés par M. Ketman les « personnages » qu'il vient de nommer : Eh bien ! voilà. Il tire la son-

nette d'alarme et voit rouge. « Communistes ! », s'écrie-t-il, indigné. C'est la pire des condamnations que puisse prononcer un juge logé, nourri et « blanchi » par « Preuves ».

Delly ? Communiste aussi

Et comme... preuves, il compare Neguib Mahfouz à Eugène Sue et Abdel Koddous à Max du Veuzit. De là à consacrer Delly membre permanent du Comité central du P.C.F., il n'y a qu'un peu de chemin (atlantique) à traverser. « D'abord, gâpait-il tel un vieux monsieur distingué, les jeunes romanciers égyptiens ne sont pas des penseurs ! (...) La raison principale, explique-t-il, sagace, « en est l'absence de toute littérature arabe proprement dite ».

La culture fantôme !

Quelle grosse naïveté que celle des Massignon, des Broskelmann, des Gibb, des Blachère et des autres orientalistes prestigieux qui, tous, ont consacré leur vie à l'étude de la culture arabe. M. Ketman aurait dû naître il y a cinquante ans pour les dissuader de gaspiller leur temps à chasser une culture fantôme ! Dans un grand élan de charité peu chrétienne, il se ratrape en prodiguant ses conseils bénévoles aux intellectuels arabes, ci-devant qualifiés de communistes. Pour acquérir une culture, murmure-t-il doucement, ne croyez plus en Dieu. L'athéisme, c'est du bon ! Garantie made in « Preuves ».

Où Nietzsche frémit

C'est d'un original, ma chère ! à faire frémir Nietzsche dans sa

pauvre tombe. Très, très new-look, non ?

L'épouvantail

On voit d'ailleurs où veut en venir M. Ketman. C'est Nasser-l'Épouvantail qu'il désire glou-tonnement égratigner, en exprimant une nostalgie à la Loti de l'Egypte « patiente » et affable.

Le jeu de patience

Vous l'avez déjà deviné. Comme Guy Mollet, Pineau et ces messieurs de la défunte Compagnie Universelle du Canal de Suez, M. Ketman trouve que Nasser est un homme peu recommandable. Il n'est pas assez « patient » et son sourire, la très dévote « La Croix » dixit est « féroce ».

Bonjour M. Prévert

En résulte donc, messieurs-dames, que les intellectuels « communistes » qui, en Egypte, soutiennent Nasser, sont de vulgaires croquants qui adorent Allah et approuvent les pas révolutionnaires accomplis par leur pays. C'est leur faute, leur grande faute d'orthographe comme dirait le bon Prévert.

M. Ketman, qui est prêt à tout pardonner à Trotsky, même son « communisme », ne voit que les pires horreurs en Egypte.

...and Cie

Je ne ferai pas aux intellectuels français l'injure de le considérer comme l'un des leurs. Mon estime sincère pour Maurice Druon, Jean-Marie Domenach et Roger Vailland m'oblige à le trouver très bien là où il est, chez « Preuves » and C^e Ltd.

M. SKALLI.

Nous accomplirons notre mission de journaliste

Les nouvelles en provenance du Tafilalet démontrent que le Maroc a frisé de près une crise grave dont les conséquences auraient été funestes pour lui. C'est grâce à la sagesse de Son Altesse Royale le Prince Moulay Hassan, que de graves événements ont pu être évités. Il nous plaît à cette occasion de souligner cette réussite du Prince héritier. Imbu des directives de son Auguste Père, il sait être à la hauteur de la direction des affaires de l'Etat, justifiant la confiance que le peuple n'a cessé d'avoir dans la Famille Régnante.

Le journal « Er Raï El Amm » a tenu à présenter à ses lecteurs un film détaillé et complet des événements du Tafilalet relatant avec netteté et objectivité les faits tels qu'ils sont, sans déformation ni orientation d'aucune sorte et dans le cadre du respect de la loi. En même temps, nous avons été fidèles à la liberté de la presse qui honore les pays dans lesquels elle existe. Cette liberté de presse est combattue dans les pays totalitaires et chez les gouvernements qui veulent diriger les peuples contre leur volonté. Aussi, on étouffe la liberté de presse parce qu'il est difficile, dans son cadre, d'agir selon son bon plaisir.

Il a déplu à un certain journal que nous soyons représentés, ainsi que d'autres journaux, par des envoyés spéciaux ou des correspondants dont le rôle était d'informer les lecteurs sur les événements qui se déroulaient dans le Tafilalet. L'intérêt porté par la presse à ces événements, semble penser à un certain journal, constituerait un grave délit par lui-même ? Ce même journal ne conçoit l'envoi d'un correspondant ou d'un envoyé que dans le but de rapporter à l'opinion publique les moindres faits et gestes du leader dans ses déplacements, ou d'évaluer en chiffres erronés, le nombre des personnes venues à sa rencontre. Mais lorsque se produisent des troubles graves dans une région du pays, ce même journal estime que l'envoi sur le lieu des événements des correspondants spéciaux implique que les journaux qui les ont dépêchés voulaient les voir devenir des corres-

Revue de la Presse

Deux éditoriaux de «Ar-Raï Al-Amam»

pondants sur un théâtre de guerre.

En réalité, et en ce qui nous concerne, nous ne cherchons qu'à accomplir au mieux notre devoir de journalistes. Que pouvons-nous faire si d'autres ne s'acquittent pas de leur tâche comme il convient, ou s'ils entendent limiter leur activité à copier le style du journal « Es Saada » de triste mémoire, à l'époque du colonialisme. Nous nous refusons à jouer ce rôle, conscients que nous sommes de la haute mission que nous accomplissons pour le triomphe de la vérité.

Nous continuerons à clamer la vérité et à éclairer l'opinion publique en toute objectivité. Peu nous importe que certains soient gênés de nous voir à l'avant-garde s'ils préfèrent, quant à eux, appliquer le système du moindre effort et adopter la position de l'autruche. Nous restons, nous, convaincus qu'il faut informer objectivement et honnêtement l'opinion publique. De telles attaques contre la liberté de la presse ne portent pas seulement atteinte à la profession de la presse, mais à la réputation de notre pays. Et on entend déjà les journalistes murmurer qu'ils n'ont plus la liberté voulue pour accomplir leur mission. Bien plus, on leur conseille de ne publier que certaines nouvelles et à des places bien précises.

En conclusion, la liberté de la presse se trouve menacée, comme la liberté d'opinion elle-même n'est plus garantie. Que les responsables réfléchissent avant de glisser sur cette voie dangereuse et qu'un certain journal qui s'érige en tribune pour lancer des appels au complet contre toutes sortes de libertés afin d'empêcher que le peuple ne soit informé de tout ce qui lui importe de connaître craigne la sainte colère du peuple.

Ce n'est pas comme ça qu'en lutte contre le chômage

Le ministère de l'Economie nationale a publié un communiqué annonçant qu'un montant de 13 milliards 500 millions de francs a été affecté à un programme urgent de lutte contre le chômage. Cette somme a été affectée spécialement aux ministères de l'Agriculture, des Travaux publics, de l'Urbanisme et de l'Habitat et des P.T.T.

A la première lecture de ce communiqué, on est agréablement surpris par l'importance des sommes affectées à la lutte contre le chômage. Il s'agit là de crédits importants destinés à réduire le nombre des chômeurs qui se comptent par dizaines de milliers et qui augmentent de jour en jour comme il ressort des statistiques publiées par le ministère du Travail.

Un tel budget pourrait donner du travail à 70.000 chômeurs environ pendant une année.

Nous aurions applaudi à ce résultat s'il avait été conforme à la vérité, mais nous regrettons de dire que la réalité est toute autre. Car ces sommes affectées à la lutte contre le chômage ne sont autres que des sommes qui ont défilé du budget d'équipement, et les ministères cités plus haut affecteront les sommes qui leur seront attribuées sur ce programme urgent de lutte contre le chômage à leur équipement, de telle sorte qu'elles ne feront pas travailler des gens qui sont en chômage, mais donneront du travail à la main-d'œuvre qui est actuellement en activité. Aussi, le nombre de chômeurs actuel, malgré ces 13 milliards 500 millions, restera le même qu'actuellement.

« Er Raï El Amm » ajoute : « Le danger du chômage ne peut être écarté que par un plan gouvernemental visant à l'exploitation de toutes les richesses nationales et au plein emploi. »

Un tel plan doit tenir compte dans son élaboration, de la connaissance parfaite du nombre de chômeurs, de leurs différents métiers, de leur capacité professionnelle, de même qu'il doit mettre à la disposition d'un organe de lutte contre le chômage des crédits suffisants.

Nous pouvons dire qu'un tel plan n'a pas encore été élaboré par le gouvernement.

TRIBUNE LIBRE

JUSTICE POUR LES COUPABLES !

Le procès de ceux qu'il est convenu d'appeler les émeutiers de Meknès, pose pour nous un problème angoissant : celui de la justice et de la responsabilité. Le qualificatif dont certaine bonne conscience les a affublés en dit long sur les desseins nourris à leur égard, allègrement et presque dans la joie. Eh ! quoi ! Ceux qui ont tué, violé, pillé peuvent-ils avoir un châtimement autre que celui que méritent leurs actes ? N'est-il pas impérieux que notre pays, sa sécurité, son renom, son avenir ne puissent pas être à la merci d'une descente de rues, d'une bande d'énergumènes irresponsables ? Si cette considération ne peut revêtir aucun aspect juridique et ne peut en aucun cas peser sur la conscience des magistrats, à coup sûr, du moins, est-elle à opposer à ceux qui soutiennent un point de vue également non juridique selon lequel il n'y a pas lieu de prononcer de condamnations capitales.

Entre ces deux oppositions se pose le drame. Il s'agit en effet, de déterminer le degré de responsabilité de tous ceux qui vont défiler au banc des accusés, et leur responsabilité est proportionnelle à la nôtre, c'est-à-dire à celle de tous les autres, mais à des degrés divers.

Notre responsabilité : c'est d'avoir toléré que le désordre s'installe chez nous ; que le pouvoir soit exercé par des gens nullement qualifiés pour l'exercer et dont l'action va souvent en sens contraire de ce qu'elle devrait être ; que des individus procèdent de leur propre initiative à une épuration dont le critère est subjectif ; que certaines autorités, notamment dans la police, agissent en marge de la légalité, ouvertement, sans que rien ne vienne troubler leurs scandaleuses et abusives opérations.

Quel rapport cela peut-il avoir avec les émeutiers de Meknès ? Assurément, il n'y a pas de relation directe, mais tous ces éléments sont une marque de faiblesse de l'ETAT, de la disparition de toute notion de hiérarchie dans l'administration et dans l'exercice de l'autorité.

Par ailleurs, le gouvernement est débordé par l'élément passionnel. Comment expliquer autrement la scandaleuse clémence à l'égard des émeutiers de Marrakech ? Etaient-ce des tueurs plus dignes d'intérêt ? A moins que les victimes en soient moins dignes ? De toute façon, on a permis à la foule d'exercer sa justice, sa propre justice, celle de sa qualification. Si l'émeute de Marrakech avait été réprimée, celle de Meknès n'aurait peut-être pas eu lieu, non point comme conséquence de la répression de la première, mais parce qu'on aurait affermi l'autorité, exécuté une détermination de paix et de justice. Mais ce fut un avertissement gratuit. Faut-il citer également les événements de Souk-el-Arbaâ du Gharb ?

On serait presque tenté d'écrire que ce qui est arrivé se situe dans l'ordre normal des choses. Il semble même, pour les émeutiers de Meknès, qu'on n'a pris conscience de la monstruosité de leurs crimes que dans la proportion et au fur et à mesure que le bilan de l'opération se révélait désastreux pour le pays.

Dans les circonstances pareilles, ce sont des événements qu'on souhaite et craint à la fois. On n'a d'ailleurs rien épargné pour cela : croit-on que c'est impunément qu'on lance des cris de guerre

et que les émissions spéciales à la radio se relaient contre l'acte de piraterie du gouvernement français ; la radio, les commentaires, les déclarations plus ou moins officielles ont cristallisé l'indignation provoquée par l'enlèvement de Ben Bella et ses camarades, sur le danger que courait notre indépendance fraîchement acquise et encore empreinte de mysticisme.

Bien plus, aucun plan de protection efficace n'a été déployé dès les premiers troubles. Il aurait été de l'intérêt général, de l'intérêt des victimes comme de l'intérêt des coupables que l'émeute soit réprimée dès le début. De simples bouchons de sécurité y auraient mis fin. La répression qui s'abat maintenant sur les tueurs est une réaction tardive et paresseuse. Il semble que les condamnations ont surtout une portée politique plutôt que judiciaire. Il s'agit, par des condamnations sévères, de redonner confiance à certains éléments de la population, et même de leur accorder des satisfactions. On est tenté d'en conclure qu'il s'agit de victimes expiatoires. Car ceux qui ont tué étaient tellement convaincus d'avoir bien agi qu'ils se présentaient aux autorités pour revendiquer la responsabilité de leurs actes, croyant que cela les porterait à leur tour à des hauts postes.

Pour la répression, on a cru devoir instituer une juridiction d'exception. Il faut sincèrement poser la question de savoir si nous étions prêts à assurer cette justice militaire, et corrélativement, si la Chambre de Cassation du Haut Tribunal Chérifien est à même, de par sa composition et ses méthodes de travail, de faire respecter l'application de la loi.

Pourquoi tuer ? L'exemplarité de la peine est

sans grand effet. La loi du talion est un principe régressiste. Et d'ailleurs, pourquoi la justice n'est-elle pas égale pour tous ? Pourquoi donc les assassins de Sebti, Slaoui, Diouri et tant d'autres jouissent-ils de l'impunité ?

Si nous avons la mémoire courte, les événements récents se chargent de la rafraîchir. Les scènes d'horreur qui ont eu lieu à Alger après l'enterrement du maire de Boufarik ont-elles quelque chose à envier à celles qui se sont déroulées à Meknès ? Il ne vient à l'idée de personne que ces émeutiers français seront jugés également par des tribunaux d'exception, ni par ceux du droit commun.

Les événements dus à une si juste colère seraient-ils donc légaux dans un cas et illégaux dans l'autre ? La juste colère n'est-elle valable qu'à sens unique ? Alors, pourquoi cette inégale sévérité ?

Serions-nous un peuple plus civilisé ? Plus humain ?

Je ne veux excuser personne, mais je compare. C'est pourquoi je proclame : Justice pour les coupables !

Abdelaziz Ben MOHAMED.

LES THESEES EXPOSEES DANS CETTE TRIBUNE LIBRE PEUVENT EN PAS CORRESPONDRE A LA LIGNE POLITIQUE DE « DEMOCRATIE » ; ELLES N'ENGAGENT QUE LEURS AUTEURS.

« DEMOCRATIE ».

L'EXPULSION D'ALI YATA

Mes amis de « Démocratie » m'approuveront certainement quand je dis qu'il ne vrait pas y avoir, pour les journalistes et les écrivains marocains, des sujets « tabous ». Ils me permettront alors d'exprimer une opinion que beaucoup de nos compatriotes partagent sur un incident qu'un seul journal au Maroc a évoqué, le journal « Ar-Raï-Al-Amm », organe du P.D.I.

Le 19 janvier dernier, M. Ali Yata, secrétaire du parti communiste marocain, atterrissait à l'aérodrome de Salé. Les autorités l'ont empêché de rentrer au Maroc et, ainsi, après avoir passé la nuit dans l'aéroport saétin, il devait être refoulé.

Cette expulsion appelle, de notre part, quelques commentaires. Elle est signée : général Juin, Résident général de France au Maroc. Notre gouvernement a donc confirmé, approuvé et appliqué une décision arbitraire d'un Résident général, et quel Résident !

Jun a pris son arrêté contre M. Ali Yata en 1948. Tous les efforts déployés pour rapporter la mesure ont été vains. Au mois de novembre 1956, le Haut-Commissaire de France, M. A.-L. Dubois, empêcha M. Ali Yata de ren-

trer au Maroc. Il fut contraint de retourner à Paris où il réside malgré lui.

On sait que les autorités du protectorat avaient expulsé M. Yata en se basant sur le fait qu'il est — à leur avis — « français musulman d'Algérie ». Un grand nombre de Français étaient, d'ailleurs, expulsés pour avoir osé défendre l'indépendance de notre pays ; mais les autorités marocaines ont, il y a quelques mois, rapporté la mesure qui les frappait et la plupart d'entre eux sont rentrés librement au Maroc.

On comprend mal qu'en pleine indépendance, une mesure des autorités du protectorat soit maintenue, qu'un homme soit empêché de rentrer voir sa mère et sa famille. En admettant que M. Ali Yata soit « français », pourquoi ne pas assimiler son cas à celui des Français dont nous parlons plus haut ? Et puis, depuis quand notre gouvernement a-t-il admis la thèse du colonialisme : « Algérie française » ?

Le refoulement d'Ali Yata, dans ces conditions, me semble créer un précédent fâcheux. Au moment où l'on parle de Fédération Maghrébine, d'Union et de solidarité des trois pays nord-africains, l'expulsion d'un « Algérien » ne peut qu'être regrettable et préjudiciable à l'idéal qui anime tous les patriotes de nos trois pays.

Un Marocain ne peut être expulsé de son pays. Pour expulser Ali Yata, on a dû, comme Juin et Guillaume, le considérer comme « français musulman d'Algérie ». Or, Ali Yata, né au Maroc et qui n'a jamais fait son service militaire, se considère comme marocain et s'est toujours comporté comme tel.

Ses opinions politiques ne sauraient être une excuse pour une mesure policière injuste et inhumaine.

A. H.

Vous lirez bientôt dans « DEMOCRATIE »

DU CLOS A L'OUVERT

Propos sur la civilisation et la culture

par Mohammed Aziz LAHBABI

Docteur es-lettres

Les Sports au Maroc au début du siècle (II)

Pour ceux de nos lecteurs qui n'auraient pas lu le début de cette enquête, nous leur rappelons que le premier article a été publié dans le numéro 3 de « Démocratie » portant la date du 21 janvier 1957.

I. - SPORTS INDIVIDUELS

(SUITE)

LA GYMNASTIQUE

Ce sport était et demeure une spécialité des gens du Sous où a toujours existé la confrérie des adeptes du saint : Sidi Ahmed ou Moussa. Ces gymnastes ne pratiquaient qu'un certain nombre d'exercices qui consistaient principalement en sauts périlleux, sauts de singe, roue de côté sur les pieds et les mains, pyramides humaines.

Ces Oulad Sidi Ahmed ou Moussa, qui sont doués d'une souplesse remarquable, évoluent encore dans toutes les villes du Maroc. Les grands cirques internationaux eux-mêmes les recrutent pour les faire travailler en équipe sur leurs pistes.

La fantasia à pied

Ce sport, qui se rapproche de la gymnastique, se situe surtout dans le nord du Maroc chez les Ibala et les Riffains où l'élevage du cheval est moins répandu que chez les habitants de la plaine.

Les hommes, tenant leur ar-

me des deux mains, une sur la culasse, l'autre sur le bout du canon, tournent en rond autour de l'un d'eux formant ainsi un cercle fermé. Celui qui est au milieu et qui fait fonction de chef, amorce un chant qui est repris tour à tour par les exécutants à un signal qui leur est donné.

Tous les participants, d'un même mouvement d'ensemble, sautent sur place, exécutent un tour sur eux-mêmes, puis avancent d'un pas, sautent de nouveau et retombent sur leurs pieds écartés en même temps qu'ils déchargent leurs fusils dirigés vers le sol.

Ce jeu, facile de prime abord, est extrêmement fatigant, car il peut durer plusieurs heures. Il nécessite, d'autre part, une grande adresse et une souplesse exceptionnelle. Les vieux Riffains y excellent, et l'on est très surpris de voir leur agilité et la précision de leurs mouvements.

Le saute mouton (seb-sebbout)

Ce jeu très connu se pratiquait ainsi : on tirait à la courte paille celui qui devait faire le premier le mouton. Le joueur désigné allait se placer, les mains appuyées sur les genoux, la tête baissée, le long d'un trait tiré sur le sol. Les autres joueurs, placés en file indienne, sautaient en se servant de leurs mains, et les meilleurs d'entre eux sans appui ; la difficulté augmentait lorsque le mouton s'éloignait de la ligne, ou se grandissait, en appuyant ses mains sur ses cuisses, ou même en restant debout, tête baissée.

Dans ce jeu intervenait le saut en longueur et le saut en hauteur. Lorsqu'un sauteur faisait une faute, il remplaçait le mouton.

Le saut en longueur (el haïk)

Ce sport se pratiquait surtout dans la région du Zerhoun, et était connu sous le nom d'El Haïk (pièce d'étoffe dont se recouvrent les femmes).

On étendait le haïk par terre et il fallait le franchir sans le toucher. A côté de ce saut assez pittoresque, les plus jeunes pra-

tiquaient la charta. On traçait 2 traits sur le sol assez distants l'un de l'autre, et il fallait franchir l'espace compris entre les deux marques. Cet espace franchi, on ajoutait un trait qui augmentait la distance.

LA NATATION

Ce sport était particulièrement pratiqué dans les villes côtières et sur les bords de l'Oum-er-Rabia et du Sebou. Le vainqueur était celui qui restait le plus longtemps dans l'eau et qui avait parcouru la plus grande distance. Le premier nageur avait droit à la même considération que le premier tireur, ce qui était un grand honneur (nous verrons plus loin combien le tir était considéré).

Le grimper en escalade des palmiers

Pratiqué surtout dans le Sud, ce sport consistait à aller chercher une touffe de pousses au cœur d'un palmier. Placés le long d'un trait face aux palmiers, les concurrents partaient à un signal donné et revenaient au point de départ. Un tel exercice développait chez les jeunes de ces régions une souplesse comparable à celle des gymnastes du Sous.

(à suivre).



UN GRAND PAS EN AVANT

Privés de toute instruction en langue arabe pendant des années, les Marocains de confession israélite risquaient de faire figure d'éléments étrangers dans leur propre pays.

Grâce à l'initiative heureuse des sections du P.D.I. de Fès, la jeunesse juive de cette ville peut maintenant acquérir une culture arabe réelle. Ces jeunes garçons et filles qui suivent les cours avec assiduité en sont la preuve.

Si l'ancien régime du Protectorat a dispensé parcimonieusement, et pour cause, l'instruction aux Marocains dont une large proportion est restée analphabète, le rôle de l'Etat Marocain sera, avant tout, de combler cette lacune et de mettre les bouchées doubles pour rattraper le temps perdu.

Les Sections du P.D.I. de Fès et notamment dans les quartiers israélites, ont pris l'heureuse initiative d'organiser des cours d'arabe. Une grosse affluence de garçons et filles suit assidûment ces cours et en quelques mois, d'immenses progrès ont été constatés, confirmant l'esprit de rapide adaptation de ces jeunes Marocains de confession israélite.

De telles initiatives sont à multiplier et à encourager dans chaque quartier, à la ville comme à la campagne, car c'est avant tout d'une saine instruction de nos jeunes générations que dépendra le bonheur et la prospérité future de notre beau pays.

L'élément marocain de confession israélite, qui a été privé pendant les quelque quarante années du régime de Protectorat, de l'instruction de la langue arabe, pâtit gravement aujourd'hui de cette pénible lacune.

C'est pourquoi tout Marocain se doit, coûte que coûte, de s'instruire avant tout dans la langue nationale, s'il ne veut pas faire figure d'étranger dans son propre pays.

Si toute initiative privée dans ce sens est louable, c'est avant tout une question d'ordre national, et le gouvernement marocain se doit d'imposer dans tous les établissements scolaires des programmes permettant une instruction de base en langue arabe.

Albert SAMOUN.